

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 29/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IDEALCHROME-BOURGES

7 avenue de la Prospective
18000 Bourges

Références : VAT20240150
Code AIOT : 0010000028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement IDEALCHROME-BOURGES implanté 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEALCHROME-BOURGES
- 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010000028
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDEALCHROME a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié à poursuivre l'exploitation de l'atelier de traitement de surface situé avenue de la Prospective, sur la commune de BOURGES. Par ailleurs, l'établissement est soumis à la surveillance pérenne de ses rejets dans le milieu aquatique relative à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE), et à la remise d'un programme d'actions et d'une étude technico-économique (le cas échéant) de réduction des émissions par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2012.

Courrier du 20 décembre 2013 actant que le classement des installations relève également de la rubrique 3260, et que le document BREF associé à cette rubrique est le BREF intitulé STM «traitement de surface des métaux et matières plastiques»

Classement:

Rubrique à autorisation: 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes).

L'exploitant a transmis en préfecture du Cher par courrier du 26 juillet 2023 un porter à connaissance dont l'objet principal est son positionnement vis-à-vis des rubriques 2565 et 3260 pour lesquelles l'installation ne relèverait plus que de la rubrique 2565 au régime de l'enregistrement (le volume des bains de traitement étant de 28m3).

Par courrier du 1er février 2024, le préfet du Cher a pris acte du classement des installations de traitement de surface sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 et de la sortie du statut IED (non classé au titre de la rubrique 3260).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspecteur a fait part à l'exploitant des dispositions de l'arrêté ministériel du 9/4/2019 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises au régime de l'enregistrement (rubrique 2565) et applicables à partir du 1er juillet 2024 :

- Article 14 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] « d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. » [...]

- Article 19 :

« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : « - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; « - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; « Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. « Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. « II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. « III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. « Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	Transmission des données d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
7	Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/01/2008, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Consommation d'eau annuelle	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Classement rubriques 4000	Code de l'environnement du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		22/08/2022, article L.513-1		
4	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 5.1.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
8	Qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2008, article 2	/	Sans objet
9	Arrêt des rejets-pH	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.
Constats : [PdCn°1] : L'exploitant n'a pas transmis la déclaration GERE des déchets produits. Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : " Les déchets dangereux produits en quantité supérieure à 2 tonnes (34,28 tonnes) en 2022, n'ont pas été déclarés en 2023 au ministre chargé

des installations classées, notamment sur la plateforme GEREPE."

La déclaration n'était pas initialisée au moment de la présente visite. L'exploitant a indiqué avoir évacué des déchets. Lors de la visite l'exploitant a initialisé sa déclaration GEREPE et a récupéré les données de Trackdéchets. Une ligne correspondant à des déchets identifiés 11 01 09* pour un volume de 3,78 tonnes, issue de Trackdéchets a été générée.

L'exploitant indique avoir besoin de disposer des données dans GIDAF pour calculer les flux aqueux et finaliser sa déclaration GEREPE.

L'inspecteur a décoché la case "E-PRTR" de la section "Type d'activités" car le site dispose d'un volume total de baignades inférieur à 30 m3.

L'interconnexion GEREPE-Trackdéchets garantit que les déchets seront bien déclarés dans GEREPE.

La date limite de la déclaration GEREPE est le 31 mars 2024.

Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Classement rubriques 4000

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2022, article L.513-1

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 4000

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.

Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.

Constats :

[PdC n°2] Pas d'écart constaté.

Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "Le positionnement vis-à-vis de la rubrique 4702 est à préciser, l'exploitant transmet à l'inspection la fiche de données de sécurité du « corrottribeau » utilisé dans les bains."

Par courrier du 23 janvier 2024, l'inspection des installations classées a envoyé un projet d'acte de classement à la préfecture du Cher, l'exploitant a reçu un courrier de la préfecture le 19/03/2024. L'exploitant indique que concernant le classement en 4702, il s'agit certainement d'une erreur car il n'y a pas d'engrais sur le site.

L'exploitant a ouvert la FDS du Corrottribeau (société ATOTECH) et celle-ci indique en effet que le produit est concerné par la rubriques ICPE 4511 et 4702. Le produit contient en effet entre 1 et 2,5% de nitrate d'ammonium (produit pur). La quantité totale de Corrottribeau possible sur le site étant de 150kg (comme l'exploitant l'avait indiqué dans le courrier du 23 janvier 2024), la quantité totale de nitrate d'ammonium susceptible d'être présente dans l'établissement est de 3 kg. Le seuil de déclaration avec contrôles périodiques étant de 500 tonnes. La rubrique vise des engrais alors que les produits utilisés ne sont pas des engrais.

Lors de la visite sur le site, l'inspecteur a constaté la présence de deux bidons neufs et d'un bidon rempli à 25% de Corrottribeau, pour une quantité unitaire par bidon de 20 kg. Cette quantité stockée représente donc 45 kg. L'exploitant indique que la quantité de Corrottribeau dans les deux bains en contenant (zinc attache et zinc tonneaux) est respectivement de 45 kg et 10 kg. La quantité présente sur site est donc de 80 kg en tout.

Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est satisfait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des données d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 20/02/2024

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

[PdCn°3] : Les données d'autosurveillance des rejets dans l'eau ne sont pas transmises via l'application GIDAF.

Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "La télédéclaration de l'autosurveillance des rejets eau n'est pas réalisée depuis novembre 2021 (notamment au travers de la plateforme GIDAF)."

Ce point fait également l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/01/2024, à échéance 3 mois.

L'exploitant a indiqué avoir eu une perte des données, avoir pu récupérer celles-ci et les avoir saisies dans un tableur au format "masque de saisie" pour le réimporter dans GIDAF (année 2023). Il indique aussi avoir sous format papier l'année 2024. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a réalisé un transfert de ses données vers le masque de saisie pour Juin 2023, or l'import dans GIDAF a marqué un message d'erreur qu'il n'a pas été possible de solutionner lors de la visite. Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30jours

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 5.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution

(prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an.

DD: boues 5m3 huiles 0.100 m3
DND: total des DIB 1m3

Constats :

[Pdc n°4] Pas d'écart constaté.

Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "La quantité de déchets de boues stockés dans l'installation est supérieure à 5 mètres cubes."

L'exploitant a indiqué avoir fait évacuer 3,78 tonnes de ces déchets en 2023. L'inspecteur a consulté le RNDTS qui indique que ce déchet a été pris en charge sous le BSD-20231213-02WBNJP7K (donnée issue de Trackdéchets).

Sur le site, l'inspecteur a constaté la présence de deux big-bag de gâteaux de filtration et d'un big-bag en cours de remplissage, ainsi que de quelques bidons de boues de phosphatation, soit une quantité totale inférieure à 5 mètres cubes. Ces déchets sont entreposés sous un auvent, à l'abri des pluies météoriques et sur un sol étanche permettant de recueillir les éventuels écoulements. Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est satisfait.

L'exploitant a indiqué avoir fait une demande d'augmentation du volume de déchets autorisés à stocker sur site à la préfecture, il n'a pas eu de réponse pour l'instant, car le volume autorisé de stockage des déchets dangereux prescrit par l'arrêté préfectoral est inférieur au volume d'un lot "normal" d'expédition.

L'inspection n'a pas connaissance d'une demande de modification de cette prescription qui aurait été formalisée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

[PdC n°5] : Pas d'écart constaté.

Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "L'exploitant ne tient pas à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Ce registre doit comporter les éléments requis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021."

L'exploitant a présenté le registre des déchets qu'il a ouvert, il remonte à 2020. La plupart des informations prescrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sont présentes, à l'exception :

- pour le transporteur, du numéro SIRET et du numéro de transport,
- pour l'installation finale : du numéro SIRET, du code du traitement opéré (pour le déchet 110109 expédié en 18/05/2022).

Il manque également les déchets dangereux expédiés en 2023 (boues de station).

L'exploitant a transmis par courriel du 22/03/2024, une nouvelle version du registre des déchets, qui prend en compte les remarques formulées lors de la visite.

Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est satisfait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

[...]

Le matériel électrique est entretenu en bon état

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]

Constats :

[PdC n°6] : Le matériel électrique n'est pas entretenu en bon état.

Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "L'installation électrique n'est pas en bon état;

L'exploitant justifie des actions entreprises pour remédier aux défauts relevés dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques."

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par DEKRA le 20/11/2023.

L'inspecteur a consulté le Q18 établi suite à ce contrôle. Il indique que la vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée et que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion".

L'inspecteur a consulté le rapport général de contrôle des installations électriques (DEKRA, 20/11/2023). Ce rapport fait état de 17 écarts dont 12 déjà signalés. Les écarts concernent des schémas ou des éléments non identifiés (4), des presse-étoupes (7), et une anomalie sur un palan "Verlinde" qui a été démonté selon l'exploitant. L'exploitant a indiqué que certaines actions ont déjà été réalisées sans qu'il ait noté ces actions. Il a indiqué qu'il transmettra un échéancier de résorption des écarts.

L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un contrôle de thermographie infrarouge et le faire tous les ans. Le contrôle a été réalisé le 7/9/2023 par DEKRA (le précédent contrôle a eu lieu le 6/7/2022 comme indiqué sur le document). Il signale une anomalie "de niveau 2", il s'agissait d'un ventilateur qui chauffait au niveau de la chaîne zinc bain mort, l'exploitant a indiqué l'avoir changé.

Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est maintenu.

L'inspecteur attire l'attention de l'exploitant sur les nouvelles dispositions applicables au 1er juillet 2024 aux installations de traitement de surfaces (arrêté ministériel du 9/4/2019) relatives au contrôle des installations électriques notamment : "« Article 17-III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.» Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaisant à cette exigence sur la détection de points chauds""

L'exploitant satisfait déjà à cette obligation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

L'exploitant transmet la facture du ventilateur installé au niveau de la chaîne zinc bain mort.

L'exploitant justifie des actions entreprises pour remédier aux défauts relevés dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 7 : Périodicité du contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2008, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par le présent arrêté préfectoral, est réalisée au moins une fois par an</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°7] : L'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques.</p> <p>Constat établi lors de la visite du 05/10/2023 : "L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation du contrôle de la qualité des rejets atmosphériques réalisés en 2022 et en 2023."</p> <p>L'exploitant a indiqué que le prestataire est venu le 5 mars 2024 mais qu'il n'a pas envoyé le rapport. L'inspecteur a consulté un mél de DEKRA du 24/01/2024 indiquant que le contrôle devait être décalé et fixé à la date du 5 mars 2024.</p> <p>Le constat établi lors de la visite du 05/10/2023 est maintenu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours

N° 8 : Qualité des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2008, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires industrielles dans le milieu</p>

<p>récepteur défini à l'article 4.3.5 du présent arrêté et après leur épuration, les valeurs limites en concentration [...] ci- dessous définies.</p> <p>Paramètres Concentration maximale admissible (mg / l)</p> <p>DCO:150</p> <p>MES:30</p> <p>Hydrocarbures totaux:5</p> <p>Phosphates (exprimés en P):10</p> <p>Aluminium (Al):5</p> <p>Chrome trivalent (Cr III): 2</p> <p>Chrome hexavalent (Cr VI):0,1</p> <p>Cuivre (Cu):2</p> <p>Fer (Fe):5</p> <p>Nickel (Ni):2</p> <p>Zinc (Zn):3</p> <p>AOX : 0,5</p> <p>Azote total : 50</p> <p>Nitrites : 20</p> <p>Argent : 0,5</p> <p>Arsenic : 0,1</p> <p>Mercuré : 0,05</p> <p>Plomb : 0,5</p> <p>Tributylphosphates : 4</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°8] : Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspecteur par courriel du 21 mars 2024, les éléments suivants :</p> <p>- bordereau SGS n°EV23-32470.001 correspondant à un prélèvement opéré le 21 décembre 2023 : tous les paramètres susvisés ont été analysés et les concentrations relevées sont inférieures aux valeurs limites de concentration. De plus, les nonylphénols ont été analysés (5,8 g/l) ainsi que les NP10E et NP20E (respectivement 4,6 et 1,9 g/l).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans objet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Arrêt des rejets-pH

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46-II
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>

<p>Constats :</p> <p>[PdC n°9] : Pas d'écart constaté.</p> <p>A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a trempé la sonde de pH final dans une solution acide. Le pH affiché est passé sous la valeur 5. L'exploitant a indiqué que le rejet était stoppé, ce que l'inspecteur a constaté (débit affiché à 0 L/MIN). L'exploitant a aussi expliqué que l'alimentation en eau de la station était coupée, ce qui n'a pu être vérifié du fait de l'inertie de vidange du décanteur. Le pH affiché lorsque l'exploitant a retiré la sonde, était de 7,38. Après le passage du pH au dessus du seuil renseigné dans l'automate, le débitmètre affichait 0 L/MIN car le niveau dans la cuve était trop bas pour qu'il y ait rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sans objet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Consommation d'eau annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Nappe phréatique: 5500 m3</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdCn°10] : L'exploitant transmettra le calcul et les justificatifs de la consommation annuelle d'eau de son installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas suivre de compteur d'eau et quantifier la consommation via le débitmètre de rejet. Il aura le récapitulatif quand il aura finalisé les saisies GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 11 : Chauffage des bains

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Échangeurs de chaleurs des bains
Prescription contrôlée : [...]Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : [PdC n°11] : Le bon fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt du chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve n'est pas testé régulièrement, et au moins chaque semaine. Aucun test n'a pu être fait le jour de l'inspection. L'exploitant a expliqué que sur la ligne de phosphatation, le bain qui est habituellement chauffé ne l'est plus depuis lundi 18 mars 2024 car l'équipe de travail a constaté que la chauffe ne s'arrêtait plus à cause d'un contacteur défectueux. La chauffe a été arrêtée. L'exploitant a commandé et reçu une nouvelle pièce ce jour qui sera installée le 21 mars 2024. L'exploitant a également montré à l'inspecteur, sur l'armoire électrique de la ligne de traitement de surface, le contacteur concerné. Ce dernier est fondu. L'inspecteur a invité l'exploitant à se rapprocher du fournisseur pour signaler l'anomalie. Le test sur la ligne Zinc n'a pas été fait car le capteur de niveau est situé au niveau d'une étuve qui était chauffée à l'heure de la visite. L'exploitant a indiqué avoir réalisé un test la veille de l'inspection et réaliser ce type de test trimestriellement sans consigner les résultats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 12 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.
Constats :

[PdC n°12] : Les cuves de traitement de surfaces ne portent pas en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

L'inspecteur a constaté, lors de la visite sur site, qu'aucune cuve n'est étiquetée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours